Union des Partis de l'Opposition Extraparlementaire

Transmis Copie pour Information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,
- Excellences Messieurs les chefs d'Etats des Pays de l'EAC,
- Excellence Monsieur le Premier Ministre du Royaume de Belgique,
- Honorable Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale du Burundi,
- Honorable Monsieur le Président du Sénat du Burundi,
- Excellence Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
- Excellence Monsieur le Président de la commission de l'Union Africaine.

A Son Excellence Monsieur le Président de la République
Unie de Tanzanie et Président en exercice de l'EAC

Objet: Réaction contre les allégations de l'opposition radicale burundaise

Excellence Monsieur le Président en exercice de l'EAC,

Au nom de l'Opposition Politique Extraparlementaire, J'ai l'honneur de m'adresser à votre très haute autorité, afin d'apporter des éclaircissements et réagir contre les allégations mensongères du responsable du CNARED, une organisation non reconnue par la loi, dans le message adressé aux Chefs d'Etats de l'EAC, ce 19 avril 2017, depuis Bruxelles.

En effet, Excellence Monsieur le Président en exercice de l'EAC, l'Opposition Politique Extraparlementaire tient à saluer votre disposition à écouter toutes les parties burundaises dans les questions qui les concernent, et soutient les efforts de l'EAC dans le renforcement de la paix au Burundi.

Nous vous remercions aussi pour le respect que vous manifestez dans vos interventions pour l'indépendance et la souveraineté de notre pays.

Nous demandons à vous Excellence Monsieur le Président en exercice de l'EAC, et à vos collègues Chefs d'Etats de cette Communauté, de continuer à soutenir le Facilitateur au dialogue inter-burundais le Président Benjamin MKAPA, dans ses efforts de résolution du conflit burundais. Excellence, Vous avez aussi l'autorité de conseiller cette opposition radicale, afin qu'elle abandonne sa stratégie de prise de pouvoir par la violence et de manipulation de l'opinion.

A cet effet, l'Opposition Politique Extraparlementaire s'indigne contre l'attitude irresponsable de certains leaders de l'opposition radicale qui, profitant de leur situation dans les pays qui les hébergent, osent plaider pour des sanctions contre leurs compatriotes restés au pays. Aujourd'hui, ces politiciens en manque de popularité sont frustrés, car ils ont échoué dans leur tentative de manipuler l'opinion internationale, alors que sur le plan interne, ils ont également essuyé un échec dans leur tentative de diviser les burundais et surtout les forces de l'ordre et de sécurité avec pour objectif de créer une situation de confrontation ethnique entre les burundais.

Excellence Monsieur le Président, comme les représentants des missions diplomatiques accréditées à Bujumbura surtout ceux des pays membres de l'EAC peuvent en témoigner, la paix règne dans tout le pays, il n'y a aucune portion du territoire où la guerre est signalée. Contrairement aux dires de l'opposition radicale, les écoles, les marchés, la circulation des biens et des personnes sur les routes, les activités quotidiennes en ville et dans les campagnes, tous les services fonctionnent normalement à travers tout le pays.

Beaucoup de réfugiés sont de retour, d'autres sont sur le point de rentrer, exceptés ceux qui sont retenus ou manipulés par cette opposition hostile à la normalisation pour des raisons évidentes et bien connues. Cette opposition radicale n'a même pas digéré la récente libération de plus de 2000 personnes ayant participé à la violente insurrection de 2015.

A ce sujet, l'Opposition Politique Extraparlementaire salue cette mesure de clémence du Chef de l'Etat. Cependant, nous plaidons pour le maintien des mesures de fermeté contre des putschistes qui ont tenté de décapiter les institutions démocratiquement élues. La période des coups d'états étant partout révolue, ces putschistes ne méritent aucune clémence, ils doivent être arrêtés dans les pays où ils se cachent, et être extradés vers le Burundi, afin de répondre de leur crime.

Excellence, Monsieur le Président, nous protestons contre cette opposition radicale et illégale qui s'arroge le droit d'écrire aux Chefs d'Etats de l'EAC, et qui prétend parler au nom de la population, sans aucun mandat de cette dernière. Si ces politiciens radicaux veulent vraiment jouer un rôle dans le pays, ils ont le droit de rentrer car les partis politiques agrées œuvrent aujourd'hui en toute sécurité au Burundi, dans le respect de la loi.

L'Opposition Politique Extraparlementaire encourage ces politiciens et autres personnes qui ne se reprochent de rien, à regagner leur patrie et à se préparer déjà aux échéances de 2020. En cas d'incidents ou de cas isolés d'insécurité, pouvant subvenir au pays, comme partout ailleurs dans le monde, les services d'ordre sont là pour cela. Et si des conflits et malentendus pour certaines questions subsistent, la commission de dialogue intérieure pourra s'en occuper. A cet effet, nous demandons à nos partenaires internationaux de soutenir cette commission de dialogue politique intérieure qui montre déjà des résultats positifs.

Au regard de toutes ces considérations, nous demandons aux Chefs d'Etats de l'EAC, de réfuter les messages de cette opposition radicale, qui s'est signalée dans sa tentative manquée de décapiter les institutions Burundaise en Mai 2015. Ce récent message en particulier du CNARED, ne doit pas être considéré car ce sont des contre vérités, destinées à semer la zizanie, et ne reflètent pas la situation qui prévaut au Burundi.

Nous vous demandons, Excellence Monsieur le Président en exercice de l'EAC, d'utiliser vos prérogatives, afin d'empêcher que ces radicaux ne déstabilisent le Burundi, à partir de l'un ou l'autre pays, membre ou pas de l'EAC. La paix au

Burundi implique aussi directement la paix et la sécurité pour nos voisins de la communauté Est africaine et de la RDC.

Pour terminer, nous vous demandons, Excellence Monsieur le Président en exercice de l'EAC, de prendre des mesures de nature à renforcer la concertation entre Etats membres de l'EAC, pour la résolution pacifique de leurs problèmes; vous pouvez spécialement aider le Burundi et le Rwanda à s'asseoir ensemble, afin de résoudre le conflit qui les oppose pour le moment et faire cesser les provocations observées en provenance du Rwanda.

Nous demandons enfin à vous, Monsieur le Président en exercice de l'EAC, et à tous les hauts dirigeants qui nous lisent en copie, de plaider pour la reprise de la coopération entre le Burundi avec certains Etats encore réticents, ceci dans le but de faciliter la résolution d'autres problèmes pouvant découler de cette absence de coopération.

Fait à Bujumbura, le 24 Avril 2017

Pour l'Opposition [illegible] Extraparlementaire,

Jacques B[illegible] Président

UNION = FORCE

Copie pour Information à :

- Chefs de partis politiques (Tous)
- Missions diplomatiques accréditées au Burundi (Toutes)